



FIDUCIAL

AUDIT

SOCIETE FIDUCIAIRE NATIONALE DE REVISION COMPTABLE

Société Anonyme de Commissariat aux Comptes au capital de 250 000 € - 334 301 488 RCS Nanterre

Membre de la Compagnie Régionale de Versailles

Paris la Défense – 41, rue du Capitaine Guynemer – 92925 LA DEFENSE cedex – Site : www.fiducial.fr

MISSION LOCALE DE LA PICARDIE MARITIME

**Association Loi 1901
82, rue Saint Gilles
80 100 ABBEVILLE**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2023

MISSION LOCALE DE LA PICARDIE MARITIME

Association Loi 1901

Siège social : 82, rue Saint-Gilles

80100 ABBEVILLE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31/12/2023

Aux Membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association MISSION LOCALE DE LA PICARDIE MARITIME relatifs à l'exercice clos le 31/12/2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association MISSION LOCALE PICARDIE DE LA MARITIME à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Courbevoie, le 21 juin 2024

Le Commissaire aux comptes

FIDAUDIT

Membre du Réseau Fiducial

**Francois
Pinault**

Signature numérique
de Francois Pinault

Date : 2024.06.21
07:57:57 +02'00'

François PINAULT



Mission Locale Picardie Maritime

Comptes annuels

29/04/2024 14:30:23

Page : 4 / 34



Mission Locale Picardie Maritime

| Actif | | Au 31/12/2023 | | | Au 31/12/2022 | |
|---|--|---|-----------------|------------------|------------------|---------|
| | | Montant brut | Amort. ou Prov. | Montant net | | |
| Actif immobilisé | Immobilisations incorporelles | Frais d'établissement | | | | |
| | | Frais de recherche et développement | | | | |
| | | Donations temporaires d'usufruit | | | | |
| | | Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾ | 4 992 | 4 992 | | |
| | | Immobilisations incorporelles en cours | | | | |
| | Avances et acomptes | | | | | |
| | TOTAL | 4 992 | 4 992 | | | |
| | Immobilisations corporelles | Terrains | 324 716 | 83 307 | 241 408 | 254 397 |
| | | Constructions | 440 616 | 325 770 | 114 845 | 98 710 |
| | | Inst. techniques, mat.out.industriels | | | | |
| Immobilisations corporelles en cours | | | | | | |
| Avances et acomptes | | | | | | |
| TOTAL | 765 332 | 409 078 | 356 254 | 353 108 | | |
| Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés | | | | | | |
| Immobilisations financières ⁽²⁾ | Participations et créances rattachées | | | | | |
| | Autres titres immobilisés | 182 | | 182 | 182 | |
| | Prêts | 16 409 | | 16 409 | 16 409 | |
| | Autres | 5 469 | | 5 469 | 5 469 | |
| | TOTAL | 22 060 | | 22 060 | 22 060 | |
| Total I | | 792 386 | 414 071 | 378 315 | 375 169 | |
| Actif circulant | Stocks et en cours | | | | | |
| | Créances ⁽³⁾ | Créances clients, usagers et comptes rattachés | | | | |
| | | Créances reçues par legs ou donations | | | | |
| | | Autres | 1 384 982 | 296 625 | 1 088 356 | 696 018 |
| | TOTAL | 1 384 982 | 296 625 | 1 088 356 | 696 018 | |
| Divers | Valeurs mobilières de placement | | | | | |
| | Instruments de trésorerie | | | | | |
| | Disponibilités | 992 195 | | 992 195 | 659 858 | |
| | Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾ | 26 874 | | 26 874 | 18 911 | |
| Total II | | 2 404 052 | 296 625 | 2 107 427 | 1 374 788 | |
| Frais d'émission des emprunts | III | | | | | |
| Primes de remboursement des emprunts | IV | | | | | |
| Ecart de conversion Actif | V | | | | | |
| TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V) | | 3 196 439 | 710 696 | 2 485 742 | 1 749 957 | |
| Renvois | (1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut) | | | | | |

Mission Locale Picardie Maritime

| Passif | | Au 31/12/2023 | Au 31/12/2022 |
|-----------------------------|---|------------------|------------------|
| Fonds propres | Fonds propres sans droit de reprise | | |
| | Fonds propres statutaires | | |
| | Fonds propres complémentaires | 52 279 | 52 279 |
| | Fonds propres avec droit de reprise | | |
| | Fonds propres statutaires | | |
| | Fonds propres complémentaires | | |
| | Écarts de réévaluation | | |
| | Réserves | | |
| | Réserves statutaires ou contractuelles | | |
| | Réserves pour projet de l'entité | | |
| Autres | 468 532 | 463 716 | |
| Report à nouveau | | | |
| | Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits) | 107 702 | 4 815 |
| | Situation nette (sous-total) | 628 514 | 520 812 |
| | Fonds propres consommables | | |
| | Subventions d'investissement | | |
| | Provisions réglementées | | |
| | Total I | 628 514 | 520 812 |
| Autres fonds propres | Montant des émissions de titres participatifs | | |
| | Avances conditionnées | | |
| | Total I bis | | |
| Fonds dédiés | Fonds reportés liés aux legs ou donations | | |
| | Fonds dédiés | 316 670 | 291 509 |
| | Total II | 316 670 | 291 509 |
| Provisions | Provisions pour risques | 184 350 | 184 350 |
| | Provisions pour charges | | |
| | Total III | 184 350 | 184 350 |
| Dettes | Emprunts obligataires et assimilés | | |
| | Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾ | 260 701 | 212 151 |
| | Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾ | | |
| | Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 63 583 | 91 714 |
| | Dettes des legs ou donations | | |
| | Dettes fiscales et sociales | 478 547 | 392 233 |
| | Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | |
| | Autres dettes | 279 000 | |
| | Instruments de trésorerie | | |
| Produits constatés d'avance | 274 374 | 57 186 | |
| | Total IV | 1 356 207 | 753 286 |
| | Écart de conversion Passif V | | |
| | TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V) | 2 485 742 | 1 749 957 |
| Renvois | (1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques | | |
| | (2) Dont emprunts participatifs | | |

Mission Locale Picardie Maritime

| | | Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois | Du 01/01/2022 Au 31/12/2022 12 mois |
|---|---|---|---|
| Produits d'exploitation | Cotisations | 259 280 | 261 567 |
| | Ventes de biens et services | | |
| | Ventes de biens | | |
| | <i>dont ventes de dons en nature</i> | | |
| | Ventes de prestations de service | | |
| | <i>dont parrainages</i> | | |
| | Produits de tiers financeurs | | |
| | Concours publics et subventions d'exploitation | 2 416 276 | 2 356 468 |
| | Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable | | |
| | Ressources liées à la générosité du public | | |
| | Dons manuels | | |
| | Mécénats | | |
| | Legs, donations et assurances-vie | | |
| | Contributions financières | | |
| Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges | 587 096 | 752 140 | |
| Utilisations des fonds dédiés | 291 509 | | |
| Autres produits | 224 | 765 | |
| | TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I | 3 554 386 | 3 370 941 |
| Charges d'exploitation | Achats de marchandises | | |
| | Variation de stocks | | |
| | Autres achats et charges externes (1) | 481 858 | 528 564 |
| | Aides financières | | |
| | Impôts, taxes et versements assimilés | 136 571 | 139 103 |
| | Salaires et traitements | 1 431 976 | 1 390 643 |
| | Charges sociales | 511 581 | 463 419 |
| | Dotations aux amortissements et aux dépréciations | 38 743 | 52 601 |
| | Dotations aux provisions | 296 625 | 480 475 |
| | Reports en fonds dédiés | 316 670 | 291 509 |
| | Autres charges | 234 181 | 18 790 |
| | TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II | 3 448 208 | 3 365 107 |
| | 1. Résultat d'exploitation (I-II) | 106 178 | 5 833 |

Mission Locale Picardie Maritime

| | | Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois | Du 01/01/2022 Au 31/12/2022 12 mois |
|---|---|---|---|
| Produits financiers | De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | 753 | 1 004 |
| | TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III | 753 | 1 004 |
| Charges financières | Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | 1 224 | 1 726 |
| | TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV | 1 224 | 1 726 |
| 2. Résultat financier (III-IV) | | -470 | -722 |
| 3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV) | | 105 707 | 5 111 |
| Produits exceptionnels | Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges | 1 194 800 | |
| | TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V | 1 994 | |
| Charges exceptionnelles | Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | | 296 |
| | TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI | | 296 |
| 4. Résultat exceptionnel (V-VI) | | 1 994 | -296 |
| Participation des salariés aux résultats VII | | | |
| Impôts sur les bénéfices VIII | | | |
| Total des produits (I + III + V) | | 3 557 135 | 3 371 946 |
| Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII) | | 3 449 432 | 3 367 130 |
| EXCÉDENT OU DÉFICIT | | 107 702 | 4 815 |
| Évaluation des contributions volontaires en nature | | | |
| Contributions volontaires en nature | | | |
| | Dons en nature | 23 000 | 23 000 |
| | Prestations en nature | | |
| | Bénévolat | | |
| | Total | 23 000 | 23 000 |
| Charges des contributions volontaires en nature | | | |
| | Secours en nature | | |
| | Mises à disposition gratuite de biens | 23 000 | 23 000 |
| | Prestations en nature | | |
| | Personnel bénévole | | |
| | Total | 23 000 | 23 000 |



Mission Locale Picardie Maritime

Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos 31/12/2023

Avril 2024

Ce rapport contient 12 pages

Annexe de base Associations sans spécificités APG dons plus de 153 K€ 1 04
21.docx

Table des matières

| | | |
|-------|--|----|
| 1 | Objet social | 2 |
| 2 | Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture | 3 |
| 2.1 | Faits caractéristiques de l'exercice | 3 |
| 2.2 | Faits caractéristiques postérieurs à la clôture | 3 |
| 3 | Principes et méthodes comptables | 4 |
| 3.1 | Principes généraux | 4 |
| 3.1.1 | Changements de la comptabilisation des subventions pluriannuelles. | 4 |
| 3.1.2 | Corrections d'erreurs | 4 |
| 3.2 | Actif immobilisé | 5 |
| 3.2.1 | État de l'actif immobilisé (brut) | 5 |
| 3.2.2 | Amortissements de l'actif immobilisé | 6 |
| 3.3 | Actif circulant | 7 |
| 3.4 | Fonds propres | 8 |
| 3.5 | Fonds reportés et dédiés | 9 |
| 3.5.1 | Engagements de retraite et avantages assimilés | 9 |
| 3.6 | Contributions et charges des contributions, volontaires en nature (pied du compte de résultat) | 10 |
| 3.6.2 | Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat | 10 |
| 3.7 | Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...) | 11 |

1 **Objet social**

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

Cette association a pour but de créer et d'animer la Mission Locale créée en vertu des dispositions de l'ordonnance n°82 273 du 26 mars 1982, relative aux mesures destinées à l'insertion professionnelle et sociale des jeunes et de la loi du 19 décembre 1989.

La Mission Locale s'attache à mettre en œuvre tous les moyens pour apporter des réponses aux problèmes des jeunes, notamment les accueillir, les informer, les orienter et les aider à concevoir un projet d'insertion professionnelle ainsi que les accompagner dans sa mise en œuvre. Pour cela, la Mission Locale réunira les différentes institutions impliquées dans ces domaines d'accompagnement des jeunes afin qu'elles élaborent un projet global débouchant sur une complémentarité effective dans la mise en œuvre d'actions conjuguées.

Dans le cadre précis de dispositifs et/ou programmes particuliers (Plan local pour l'insertion Point d'Accueil Ecoute Jeunes,...) dont la Mission Locale a à assumer le portage juridique et financier et sans préjudice des dispositions prévues à l'article L.5314-2 du code du travail, elle peut mobiliser son offre de services au profit de tout autre public que le public cible constitutif de son cœur de métier.

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixés différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

2 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

Néant

2.1 Faits caractéristiques de l'exercice

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler

2.2 Faits caractéristiques postérieurs à la clôture

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice

3 Principes et méthodes comptables

3.1 Principes généraux

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

3.1.1 Comptabilisation des subventions pluriannuelles.

Les conventions faisant apparaître des subventions pluriannuelles et postérieures au 31/12/23 font l'objet d'une comptabilisation à l'actif et au passif du bilan au 31/12/2023. Cette comptabilisation concerne les subventions suivantes :

A l'ACTIF : En autres créances

| | |
|-----------------------|-----------|
| ➤ ERASMUS 06/23-08/24 | 8 411 € |
| ➤ ERAMUS TERRINOV | 80 000 € |
| ➤ PLIE IAE CD 80 | 75 000 € |
| ➤ QPV FSE+ | 120 186 € |

Soit pour un montant total de **283 597 €**

Au PASSIF : En Produits constatés d'avance

| | |
|-----------------------|----------|
| ➤ ERASMUS 06/23-08/24 | 24 031 € |
| ➤ ERAMSUS TERRINOV | 96 000 € |
| ➤ PLIE IAE CD 80 | 60 000 € |
| ➤ CLAUSE | 9 824 € |
| ➤ QPV FSE+ | 84 520 € |

Soit pour un montant total de **274 375 €**

3.1.2 Corrections d'erreurs

Notre entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative

3.2 Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les coûts significatifs de remplacement ou de renouvellement d'un composant ou d'un élément d'une immobilisation corporelle sont comptabilisés comme l'acquisition d'un actif séparé et la valeur nette comptable du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Un composant séparé, qui n'a pas été identifié à l'origine, l'est ultérieurement si les conditions de comptabilisation prévues aux articles 212-1, 212-2 et 214-9 du règlement 2014-03 sont réunies, y compris pour les dépenses d'entretien faisant l'objet de programmes pluriannuels de gros entretien ou grandes révisions, si aucune provision pour gros entretien ou grande révision n'a été constatée. Si nécessaire, nous évaluons le coût du composant existant lors de l'acquisition ou de la construction du bien en utilisant le coût estimé des dépenses d'entretien faisant l'objet d'un programme pluriannuel de gros entretien ou grandes révisions, futur et identique. Dans tous les cas, la valeur nette du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges

3.2.1 État de l'actif immobilisé (brut)

| Situations et mouvements (b) | A | B | C | D |
|-------------------------------|--|---------------|---------------|---|
| Rubriques (a) | Valeur brute à l'ouverture de l'exercice | Augmentations | Diminutions | Valeur brute à la clôture de l'exercice (c) |
| Immobilisations incorporelles | 4 992 | | | 4 992 |
| Immobilisations corporelles | 756 246 | 41 890 | 32 803 | 765 333 |
| Immobilisations financières | 22 061 | | | 22 061 |
| Total | 783 299 | 41 890 | 32 803 | 792 386 |

3.2.2 Amortissements de l'actif immobilisé

| Situations et mouvements (31) | A | B | C | D |
|--------------------------------------|---|--|--|--|
| Rubriques (31) | Amortissements cumulés au début de l'exercice | Augmentations : dotation de l'exercice | Diminutions d'amortissements de l'exercice | Amortissements cumulés à la fin de l'exercice (31) |
| Immobilisations incorporelles | 4 993 | | | 4 993 |
| Immobilisations corporelles | 403 138 | 38 744 | 32 803 | 409 079 |
| Immobilisations financières | | | | |
| Total | 408 131 | 38 744 | 32 803 | 414 072 |

3.2.2.1 Modalités d'amortissements

| Catégories d'immobilisations | Amortissement | | Postes du résultat avec dotation | | |
|-------------------------------|---------------|----------|----------------------------------|-----------|--------------|
| | Mode | Taux | Exploitation | Financier | Exceptionnel |
| Immobilisations incorporelles | L | 100 % | | | |
| Immobilisations corporelles | L | 4 à 50 % | 38 744 | | |
| Immobilisations financières | | | | | |
| Total | | | 38 744 | | |

3.3 Actif circulant

3.3.1.1 Autres créances

| compte | libelle | Bilan_2023 | Antérieur | 2022 | 2023 | total |
|--------------|--|--------------------|------------|------------------|--------------------|-----------|
| 44170200 | SUB PLIE FAP 2023 | 19 250 € | | | 19 250 € | 19 250 € |
| 44170600 | ERASMUS TERRINOV 01/09/23-31/08/25 | 80 000 € | | | 80 000 € | 80 000 € |
| 44170700 | ERASMUS+ 2022 06/22-08/23 | 5 656 € | | 5 656 € | - € | 5 656 € |
| 44170800 | SUB. CONTRAT ENGAGEMENT JEUNE | 255 600 € | | | 255 600 € | 255 600 € |
| 44171100 | SUB. CPO MISSION LOCALE/ CONSEIL RÉGIONAL HAUTS DE | 649 330 € | | 209 927 € | 439 403 € | 649 330 € |
| 44171200 | SUB.CPO MEF/ CONSEIL RÉGIONAL HAUTS DE FRANCE | 38 165 € | | | 38 165 € | 38 165 € |
| 44171300 | SUB. ASPIRE-KENT- //INTERREG VA /FEDER | 30 928 € | | 30 928 € | | 30 928 € |
| 44171900 | SUB. PARRAINAGE ETAT/DIRECCTE | 2 898 € | | | 2 898 € | 2 898 € |
| 44172000 | SUBV ML PAEJ FAJ/ CONSEIL DÉPARTEMENTAL | 6 500 € | | | 6 500 € | 6 500 € |
| 44172100 | SUB.ML PAEJ /ETAT CGET/ETAT ODCS/CABS/CDV | 75 € | | 75 € | | 75 € |
| 44172200 | SUB. ML BIEN DANS SA TETE/ CONSEIL DÉPARTEMENTAL | 1 791 € | | | 1 791 € | 1 791 € |
| 44174700 | SERVICE CIVIQUE | 223 € | | | 223 € | 223 € |
| 44174900 | SUB. PLIE CLAUSE 2022-2023 | 48 000 € | | | 48 000 € | 48 000 € |
| 44175000 | SUB.ML PAEJ CAF | 1 500 € | | | 1 500 € | 1 500 € |
| 44175100 | CR SUB. CLAP | 4 875 € | | 4 875 € | | 4 875 € |
| 44175200 | SUB ERASMUS 01/06/23-31/08/24 | 8 411 € | | | 8 411 € | 8 411 € |
| 44175300 | SUB PLIE CD80 01/01/23-31/12/2025 | 75 000 € | | | 75 000 € | 75 000 € |
| 44175400 | SUB PLIE CONSEIL REGIONAL | 9 240 € | | | 9 240 € | 9 240 € |
| 44175500 | SUB PLE FSE QPV+ | 120 186 € | | | 120 186 € | 120 186 € |
| 44175600 | SUB PLIE FSE IAE | 20 000 € | | | 20 000 € | 20 000 € |
| Total | | 1 377 182 € | - € | 251 461 € | 1 125 721 € | |

3.3.1.2 Dépréciations

Eu égard aux éléments en possession de la Mission Locale Picardie Maritime au 31/12/2023, il a été constitué une provision pour dépréciation des autres créances de 296 626 €.

3.3.1.3 Charges constatées d'avance et écart de conversion actif

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 26 875 € à la clôture de l'exercice.

3.4 Fonds propres

| Tableau de suivi des fonds associatifs | | | | |
|--|------------------------------|---------------|--------------|------------------------------|
| | Solde au début de l'exercice | Augmentations | Diminutions | Solde à la fin de l'exercice |
| Apports sans droit de reprise | 52 279 | 0 | 0 | 52 279 |
| Autres réserves | 463 717 | 4 815 | 0 | 468 532 |
| Résultat de l'exercice | 4 815 | | 4 815 | 0 |
| Situation nette | 520 811 | 4 815 | 4 815 | 520 812 |

)

3.5 *Fonds reportés et dédiés*

Les fonds sont dits « reportés » et comptabilisés en charge « reports en fonds reportés » quand l'entité n'a pas encore encaissé ou transféré à la clôture les montants correspondants, comptabilisé en produits d'exploitation au cours de l'exercice.

Ces sommes sont reportées au compte de résultat au fur et à mesure de la réalisation

Les engagements restant à réaliser sont :

| RESSOURCES | | | | |
|---------------------------|--|---------------------------------|--|---|
| | Fonds à engager au début de l'exercice | Utilisation en cours d'exercice | Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées | Fonds restant à engager en fin d'exercice |
| CONTRAT ENGAGEMENT JEUNES | 816 500 | 499 830 | 316 670 | 316 670 |
| | 816 500 | 499 830 | 316 670 | 316 670 |

3.5.1 *Engagements de retraite et avantages assimilés*

| Engagements retraite | Provisionné | Non provisionné | Total |
|----------------------------------|-------------|-----------------|---------|
| Indemnités de départ en retraite | | 156 758 | 156 758 |

Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes à la date de clôture, comparée à l'exercice précédent :

- Age de départ à la retraite présumé (le cas échéant par catégorie), 62 ans
- Taux d'actualisation : 3 %
- Taux d'augmentation annuel des salaires : 1 %

3.6 Contributions et charges des contributions, volontaires en nature (pied du compte de résultat)

3.6.1.1.1 Mise à disposition de locaux ou de matériel

Une mise à disposition des locaux gratuite a été constatée pour une valeur de 23 000 €. La méthode d'évaluation retenue est la suivante :

Superficie : 190 m²

Prix mensuel au m² : 10 €

Soit un montant mensuel de 1 900 €

Soit un montant annuel de 22 800 €, arrondi à **23 000 €**

3.6.2 Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat

Par courrier du 22 juin 2016, la directe notifiait à notre structure un contrôle administratif et financier des activités d'accueil, d'information, d'orientation et d'évaluation sur les années 2013-2014-2015. Les investigations sur place ont débuté le 28 juin 2016. Un avis de contrôle complémentaire du 2 septembre 2016 étendait l'intervention à l'année en cours. Le contrôle était justifié par les prérogatives réglementaires du service de contrôle uniquement.

Par courrier daté du 21 décembre 2016, la Mission Locale recevait une notification partielle des résultats du contrôle relativement à l'année 2013 faisant état d'un rejet de dépenses pour un montant total de 39 831.89 €.

Par courrier daté du 21 décembre 2017, la Mission Locale recevait une notification définitive des résultats du contrôle relativement aux années 2014, 2015 et 2016 faisant état d'un rejet de dépenses pour un montant total de 144 518.23 €.

L'examen du dossier permet de constater que beaucoup de dépenses rejetées s'inscrivent dans le cadre d'actions spécifiques réalisées par la Mission Locale de La Picardie Maritime avec notamment des financements européens (FSE, FEDER) et qu'elles ont déjà fait l'objet de multiples contrôles.

La procédure contradictoire en cours permettra à la Mission Locale de la Picardie Maritime d'apporter des éléments explicatifs et pièces justificatives probantes pour valider les dépenses indument rejetées. Cependant, une provision pour risques a été constituée en conséquence.

Aucune évolution significative n'étant intervenue au cours de l'exercice 2023, la provision constituée a été laissée inchangée.

3.7 *Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)*

Le montant total des « rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature » s'est élevé à **186 223 €** en **2023**.